

# Laurent Escure, secrétaire général de l'UNSA : « Le financement de notre modèle social doit être un levier pour bâtir un avenir plus équitable »

**Tribune « le monde » 21 Avril 2025**

[Laurent Escure](#)

[Secrétaire général de l'Union nationale des syndicats autonomes/UNSA](#)

Dans une tribune au « Monde », le syndicaliste appelle de ses vœux une réforme du modèle économique de la Sécurité sociale. « Dans un monde en constante mutation, il est impératif de tendre vers plus d'efficacité, d'adapter les prestations proposées aux besoins émergents et de prévoir les défis futurs. »

La Sécurité sociale fête ses 80 ans. Véritable pilier de solidarité, elle protège l'ensemble des citoyens quelle que soit leur situation, et tisse un lien intergénérationnel fort qui garantit cohésion et justice sociales. La Sécurité sociale joue un rôle crucial et a su s'affirmer comme un amortisseur efficace durant les périodes de trouble.

Elle l'a montré à l'occasion de la crise des subprimes de 2008 ou, plus récemment, lors de la pandémie de Covid-19. Aujourd'hui, la Sécurité sociale fait face à des défis majeurs, [parmi lesquels le vieillissement de la population](#), la progression des maladies chroniques et le financement de la dépendance.

Le [déficit de la Sécurité sociale](#), s'il est maîtrisé, reste important et ne peut faire l'économie de changements destinés à anticiper les évolutions démographiques et sanitaires. Repenser notre modèle social relève du bon sens. Dans un monde en constante mutation, il est impératif de tendre vers plus d'efficacité, d'adapter les prestations proposées aux besoins émergents et de prévoir les défis futurs.

## Un système hybride

Le mode de [financement de la Sécurité sociale](#) a déjà beaucoup évolué au cours de ces dernières décennies. Il était à l'origine basé sur le travail et les cotisations sociales des salariés et des employeurs, avant de s'ouvrir progressivement à d'autres sources de financement. Cela a donné naissance à un système hybride qui intègre des contributions spécifiques comme la contribution sociale généralisée (CSG) ou des éléments de solidarité financés par l'impôt. Ces ajustements successifs illustrent la capacité d'adaptation du système aux évolutions économiques, démographiques et sociales.

Il est nécessaire que cette question longtemps taboue du financement de la Sécurité sociale soit abordée avec pragmatisme. A l'heure où les pressions subies de l'extérieur s'intensifient, repenser ce modèle est essentiel pour en assurer la pérennité tout en préservant ses principes de solidarité et de justice sociale. Avec les besoins liés aux transitions écologiques, technologiques ou industrielles, le financement de notre modèle social ne doit pas être vu comme un frein. Il doit au contraire être un levier pour bâtir un avenir plus équitable, adapté aux évolutions de la société et aux attentes des citoyens.

Le président du Medef, Patrick Martin, souhaite « relancer la discussion sur de nouvelles bases » et repenser les fondements mêmes du financement de la protection sociale. Pour l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), cette réflexion doit impérativement associer la totalité des acteurs concernés. La Sécurité sociale, système universel accompagnant tous les Français indépendamment de leur statut et leur situation, repose sur un financement partagé.

Ce dernier comprend les cotisations des salariés et des employeurs, les taxes comportementales et environnementales, ainsi que la fiscalité et la CSG. Chaque citoyen, employeur ou employé, public ou privé, est concerné. Une telle concertation exige la participation de tous les acteurs en présence et ne peut en aucun cas se faire à la dérobée ou en comité restreint, notamment dans le cadre de la concertation des retraites des salariés du seul secteur privé.

## **Santé, solidarité, dignité**

L'évolution de notre système de Sécurité sociale est un sujet trop important pour être traité à la légère ou avec duplicité. Les enjeux sont cruciaux : ils touchent à la santé, à la solidarité, à la dignité de chacun. A ce titre, toute concertation doit se faire dans un esprit de responsabilité, de clarté et d'honnêteté. La transparence est indispensable, les informations doivent être partagées de manière claire, complète et accessible. C'est à cette condition que le débat pourra être éclairé et que les décisions pourront être comprises et acceptées.

La loyauté, quant à elle, impose que chacun prenne part au dialogue avec sincérité, sans arrière-pensée ni jeu d'influence. Il ne s'agit pas de sauver les apparences ou de manipuler l'opinion, mais de chercher ensemble les meilleures solutions pour garantir la pérennité et l'efficacité de notre Sécurité sociale. Car ce système, fruit d'un long combat pour la justice sociale, ne saurait être réduit à une simple variable d'ajustement budgétaire. Il mérite un engagement authentique, à la hauteur des valeurs qu'il incarne : solidarité, égalité, protection.

L'UNSA est prête à apporter une contribution constructive pour garantir une réforme équitable et durable du modèle de la Sécurité sociale qui, même après quatre-vingts ans d'existence, demeure un acteur clé de la cohésion nationale. Pour continuer à assurer sa mission malgré les évolutions démographiques et sociales en cours, cette institution doit évoluer. Garantir sa pérennité repose sur une responsabilité collective et représente une formidable opportunité de renforcer le lien social et de protéger les générations futures.